

2. manifestent leur profonde inquiétude devant la détérioration avancée de l'environnement et la profonde dégradation des écosystèmes mondiaux enregistrée au cours des 20 années qui ont suivi l'adoption de la Déclaration de Stockholm, résultat des modèles de développement inacceptables qui continuent de prévaloir, surtout dans les pays industrialisés;

3. soulignent les réalisations importantes de la région en ce qui concerne l'amélioration des institutions démocratiques, le maintien de la paix et le respect des droits de la personne;

4. reconnaissent qu'en dépit des efforts considérables consentis dans l'espoir de surmonter la crise économique, les causes sous-jacentes des problèmes économiques et sociaux de la région, et notamment la question de la dette extérieure, persistent, entraînant le déclin alarmant du niveau de vie de la majorité de la population et l'augmentation du nombre de personnes condamnées à vivre sous le seuil de la pauvreté, de même qu'une détérioration de la qualité de l'environnement. À défaut d'une résolution juste et permanente du problème de la dette extérieure, les pays d'Amérique latine et des Antilles seront incapables de se donner un développement économique et social durable dans un environnement sain;

5. reconnaissent également les caractéristiques et la vulnérabilité propres à la taille réduite des États insulaires